

Les Frères Musulmans, Youssef al-Qardaoui et le discours d'Emmanuel Macron sur le "séparatisme islamiste"



Alexandre del Valle revient cette semaine sur le discours du chef de l'Etat Emmanuel Macron sur le "séparatisme islamiste" et sur la question du communautarisme.

Avec Alexandre Del Valle

Le 18 février dernier, le Président Emmanuel Macron a prononcé un important discours sur l'islam en France en proposant une sorte de pacte républicain aux musulmans de France face aux forces islamistes hostiles qui pousseraient les communautés musulmanes de France au "séparatisme". Un communautarisme subversif fomenté essentiellement par les salafistes, les Frères-musulmans et leurs Etats-Parrains le Qatar et surtout la Turquie d'Erdogan en pleine crise avec la France et l'Élysée autour de la question des enseignements ELCO. Dans son discours, le président propose ainsi d'interdire les prédicateurs et imams inféodés à des puissances étrangères et de remplacer les financements de l'extérieur par une "taxe hallal".

La surprise dans le discours présidentiel de Mulhouse a été de proposer carrément de bannir lesalafisme et le "frérisme". Les propositions sont d'autant plus intéressantes que tous les ministres de l'intérieur successifs depuis le regretté Charles Pasqua ont laissé faire ces mêmes fréro-salafistes. D'évidence, en nommant plusieurs fois les Frères-musulmans et le "frérisme", le président français ne peut pas ne pas avoir pensé à Youssef Al-Qardaoui, la référence actuelle suprême des Frères en Europe et ailleurs sur le plan jurisprudentiel et théologique. S'il ne le cite pas nommément, il est clair que le président - qui s'intéresse de près à la question de l'islam de près depuis deux ans - a été informé par ses conseillers et le Renseignement français du travail de sape effectué depuis des décennies par les Frères qu'il rend clairement responsable de ce "séparatisme islamiste". Ce sont en effet les Ikhwan (La confrérie des Frères-musulmans) et en premier lieu Youssef Al-Qardaoui qui ont mis en pratique en Europe un plan de réislamisation radicale communautariste donc de facto "séparatiste", d'ailleurs inauguré dans les années 1990 par les premières "affaires du voile" dans les lycées. Macron a donc visé juste en mentionnant cette obsession du voile car ce dernier, à distinguer du simple fichu qui laisse voir des cheveux, a toujours été l'outil politico-religieux précurseur utilisé par les Frères pour couper les musulman(e)s du reste de la société française laïque honnie car jugée "anti-islamique" et "perverse".

La subversion des valeurs démocratiques et "laïques" par les Ikhwanet leur leader théologique Al-Qardaoui

Fondateur et doyen de la première université des études et sciences islamiques au Qatar en 1977 et président de l'Union internationale des savants musulmans, co-fondateur, ex-président et membre du Conseil européen de la Fatwa, Qardaoui est une immense figure du "Frérisme", le plus illustre et influent au niveau mondial depuis le fondateur Hassan Al-Banna, son gendre Saïd

Ramadan ou Saiyyd Qutb, le père frériste du jihadisme contemporain. Qardaoui, qui a publié 120 ouvrages, est d'autant plus stratégique que c'est lui qui a édicté le plus grand nombre d'avis théologiques et fatwas visant à saper les fondements de la laïcité et à retourner contre les pays mécréants occidentaux leur propres valeurs laïques, tolérantes et d'ouverture. De ce point de vue, on ne peut que se féliciter du fait que le président Macron ait précisément défini puis vanté dans sa déclaration de Mulhouse la laïcité qu'il veut carrément ajouter à la triptyque "Liberté égalité fraternité". En adoptant les musulmans à adopter une vision privatisée et donc républicaine de la religion puis à accepter cette laïcité française comme les Juifs et les Catholiques l'ont fait avant eux, idée que les islamistes combattent, le président a étonnement infligé aux Frères musulmans une véritable défaite rhétorique et idéologique même si les élus LERM et certains ministres de Macron eux-mêmes ont récemment courtoisément des figures de l'islam de France issues des Frères musulmans. On est bien sûr dans le en même temps. Toutefois, indépendamment des visées tactiques électoralistes, le discours va dans le bon sens et est si offensif et précis qu'il peut difficilement ne pas avoir de conséquences négatives pour les Frères et les Salafistes actuellement si présents.

Les défenseurs des Frères musulmans, abreuvés aux avis et fatwas de Qardaoui, répondront qu'ils ne refusent pas la laïcité, qui signifie pour eux non pas la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais une "neutralité" de l'Etat vis-à-vis de la religion. Mentor et référence majeure de Tariq Ramadan, Qardaoui, qui s'attache depuis des décennies à retourner le principe de laïcité contre les pays laïcs, prône en Europe une étrange conception de la laïcité vue non pas comme une valeur en soi, à la différence de la vision républicaine et macronienne, mais comme une simple "neutralité" perçue en fait comme une faiblesse des sociétés post-chrétiennes auto-reniées qui aboutit, en mettant l'islam au même niveau que le christianisme, à faire fructifier le premier au détriment du second. Qardaoui condamne d'ailleurs très fortement le principe de laïcité en pays musulman, où il lui oppose une charià intégrale et n'y prône en aucune façon une "neutralité" étatique et l'égalité des religions, mais plutôt la soumission pure et simple des autres religions à la "vraie". C'est donc en toute logique que le "cheikh" Qardaoui s'est opposé à toutes les lois françaises interdisant le port de signes religieux ostentatoires puis le voile intégral (2004/2010) et qu'il a appelé les musulmans, lors de rassemblements au Bourget (grand évènement frériste français annuel), à jamais voter en faveur des partis et personnalités politiques ayant soutenu ces lois. Le meilleur exemple est celui de la peine de mort pour apostasie ou blasphème: s'il a parfois écrit que l'on peut dans de rares cas reporter ou annuler la condamnation à mort prévue dans la charià pour ces faits graves, il écrit noir sur blanc dans son ouvrage *Le Licite et l'Illicite*, son best-seller en Français en vente livre à la FNAC ou sur Amazon, que la peine de mort est la peine normale prévue pour ces faits. Dans d'autres écrits ou avis filmés, il préconise également la peine de mort pour les homosexuels... La première leçon que nous pouvons tirer du discours du président Emmanuel Macron à la lumière de la pensée des Frères et en particulier de Qardaoui qui a présidé la plupart des structures fréristes occidentales, est que les ouvrages de Qardaoui et toutes les institutions fréristes qui s'en inspirent ou salafistes ou même erdoganistes qui distillent officiellement des théories théocratiques subversives et "séparatistes" doivent être bannis. Mais comment va-t-on procéder pour défaire et interdire ce qui a été fait et toléré si longtemps? That is the question...

Des générations de musulmans pris en otage par les institutions fréristes fondées par Qardaoui

Fondé et longtemps présidé par Youssef al-Qardaoui, le Conseil Européen de la Fatwa et de la Recherche (CEFR), fondation islamique créée en 1997 et basée à Dublin, développe depuis des décennies dans toute l'Europe la pensée de Qardaoui et des Frères musulmans. L'idée est de faire admettre, au nom du "droit à la différence" et d'une subversion de la "laïcité vue comme neutralité au profit de l'islam", une "charià de minorité". Celle-ci est certes un moindre mal, car la Charià est destinée, à terme, à devenir, après maintes "étapes", une charià majoritaire au niveau mondial: objectif explicite des Frères depuis Hassan al-Banna, leur fondateur (1928). Le CEFR a été lui-même créée à l'initiative de l'Union des Organisations islamiques en Europe (UOIE), basée à Bruxelles, structure européenne des Frères qui réunit 30 organisations. Ici aussi, le postulat (théocratique) est qu'un musulman ne peut pas être pleinement un "bon musulman" s'il doit obéir à des lois exclusivement non-musulmanes "mécréantes", la charià devant demeurer la norme absolue pour tous les musulmans, y compris pour ceux vivant en Europe ou en pays non-musulmans. L'objectif du CEFR et de l'UOIE est donc d'édicter pour les musulmans européens des avis juridiques ou fatwas permettant de vivre en pays occidental tout en respectant la charià, certes, en « tenant compte de l'environnement local et du statut de minorité religieuse des musulmans d'Europe », puis de faire admettre aux autorités ces dérogations au droit commun au nom d'un "droit à la différence" et du principe de liberté religieuse. Le CEFR encourage par ailleurs les initiatives de formation d'imams locaux en accord idéologique avec la pensée des Frères-musulmans. L'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon (IESH), qui forme les "imams européens" à la pensée frériste, et le European Institute for Humanitarian and Islamic Studies, au Royaume-Uni, poursuivent les mêmes buts. Tous ces organismes, très bien structurés, et assez habiles pour avoir su se rendre incontournables auprès d'élus locaux et de pouvoirs publics nationaux, visent en fait à réislamiser/désassimiler les musulmans d'Europe, donc à empêcher leur intégration aux mœurs occidentales "immorales", puis, ensuite, à utiliser ce noyau-dur pour islamiser-conquérir à terme le continent européen en voie de déchristianisation. Et de même qu'ils luttent contre la laïcité au nom de leur conception subvertie de la laïcité, ils luttent contre l'intégration et l'assimilation au nom d'une intégration "inclusive" vue comme différentialiste.

Le jihad du verbe, du témoignage et de la prédication

Référence majeure du CEFR, Al-Qardaoui explique que s'il est matériellement impossible d'adopter la règle islamique par la force, les musulmans doivent faire preuve de « patience » (saber) et adopter l'approche plus subtile de la da'wa, qui consiste à essayer de changer les « actes pervers » au moyen de mots, de l'écriture, de la prédication donc en « instruisant ». La da'wa est ici présentée non pas comme un instrument de dialogue, comme cela plaît tant aux chrétiens œcuméniques ou aux multiculturalistes naïfs, mais de conquête, dans le cadre de la tactique « gradualiste » des Frères. Ce n'est pas par hasard que, dans son traité sur le djihad (Fiqh al-Jihad), Al-Qardaoui décrit les médias et les moyens de communication comme des « armes d'un nouveau jihad de l'époque ». Les soldats de cette guerre non armée sont donc pour lui les musulmans vivant en Occident, devenue "terre de la prédication" (dar al-dawaà), appelés, d'une part, à ne pas s'intégrer et à former des communautés parallèles « immunisés contre le poison des valeurs et des mœurs occidentales », donc de véritables ghettos où ils doivent avoir « leurs propres communautés religieuses, éducatives et sociales ». Ce processus passera par la création d'un environnement pro-islamique, l'acquisition de postes de responsabilité de haut niveau et l'accomplissement graduelle de l'islamisation de l'Occident. Pour le téléprédicateur frériste, cette Da'wa est l'outil majeur permettant de promulguer la conquête de l'Europe afin de la sauver de sa condition d'"immoralité", de son "matérialisme", et de l'horrible "promiscuité qui permet aux hommes d'épouser des hommes et des femmes d'épouser des femmes". En d'autres termes, une pénétration lente et non armée de l'islamisme est condamnée à mettre fin à la liberté occidentale et à la remplacer par le régime du califat, objectif idéal final des Frères tel qu'inscrit dans leurs textes fondateurs mais aussi dans la pensée de Qardaoui. Ce dernier précise dans ses textes en arabe non destinés aux « naïfs » occidentaux, que la da'wa n'est qu'un outil secondaire, à utiliser lorsque

la force n'est pas réalisable, puisque le jihad reste la meilleure lutte dans d'autres contextes. Certes "défensif", donc apparemment moins guerrier que celui des jihadistes purs et durs de Daech ou Al-Qaïda, ce jihad commence dès que les musulmans se sentent « opprimés » ou moqués. Promouvant cette "paranoïsation" des musulmans d'Europe, Qardaoui ne cesse d'ailleurs de décrire dans ses ouvrages et prédications un monde islamique perpétuellement attaqué par pléthore de forces anti-islamiques (juifs, croisés, libéraux, communistes, « hypocrites »/Mounafigoun...). La victimisation des musulmans en Occident, constamment relayée par les mouvances frère-salafistes ou leur nouvel Etat-parrain qu'est la Turquie du néo-sultan Erdogan, n'est donc pas du tout le fruit du hasard ni l'idée initiale des musulmans d'Europe. La stratégie de paranoïsation consiste à diffuser un permanent sentiment de persécution conçu pour resserrer les liens, favoriser le repli et donc le "séparatisme" justement défini par Macron. Exemple parmi tant d'autres du radicalisme profond de la pensée des Frères musulmans qui le dissimulent en adoptant la rhétorique progressiste et antiraciste de gauche, rappelons que dans une fatwa concernant le châtime de l'apostasie, puni de mort dans la Charià, le CEFR, alors présidé par Qardaoui, a confirmé que la plupart de ses savants s'accordent sur le fait que la peine de mort est le châtime prévu par la charià pour les musulmans décidant de changer de religion. Une des fatwas les plus controversées de l'organisation frériste, datée de 2005, stipule que les attentats suicides en Irak ou en Israël étaient un devoir pour les musulmans, une idée exprimée dans le passé à maintes reprises par Al-Qardaoui, même s'il est récemment revenu dessus.

Attentats suicides, jihadisme et califalisme dans la pensée de Qardaoui

En 2004, Al-Qardaoui a soutenu le Hamas et justifié les attentats suicides en Israël et même partout où le jihadisme suicidaire est la "seule arme possible", au nom du principe de nécessité, comme en Irak face aux États-Unis et ses alliés occidentaux ou encore en Chine (1). L'homme dont les partisans européens disent qu'il s'est modéré depuis et aurait renoncé au jihadisme expliquait, en 2004, dans le cadre de la prestigieuse "International Union of Muslim Scholars" qu'il présidait (et qui comptait nombre de personnalités liées aux Frères et au Hamas), que « la résistance contre l'intervention occidentale en Irak est un devoir pour tous les musulmans, tant en Irak que dans le reste du monde »⁴⁵. Lors du déclenchement de la Guerre civile libyenne de 2011, en février 2011, il promulga une fatwa appelant à assassiner le colonel Mouammar Kadhafi. Il fit de même quelque temps plus tard avec le président égyptien Moubarak. Rappelons qu'en 2003, déjà, il appela les musulmans sunnites à rejoindre les rangs des rebelles en Syrie et qualifia le Hezbollah de « parti de Satan ». Il appela alors au meurtre de "tous les fonctionnaires syriens, de tous les soldats de l'armée régulière, tous les civils, tous les Oulémas, et en général tous ceux qui soutiennent le pouvoir syrien"⁴⁸, allant même jusqu'à inviter à tuer tous les Alaouïtes de Syrie..⁴⁹ Depuis le début de la guerre civile en Syrie, en 2012, il a notoirement validé des opérations de « martyres » en Syrie, même lorsqu'elles impliquaient des civils, pour autant que le groupe islamiste sunnite responsable de l'attaque les ait jugées "nécessaires". Déjà, en 2003, lors de la onzième session du Conseil européen pour la recherche sur la fatwa et la recherche, Qardaoui avait décrété que « les opérations de martyre menées par les factions palestiniennes pour résister à l'occupation sioniste ne sont en aucune manière incluses dans le cadre du terrorisme prohibé, même parmi les victimes figurent des civils », pour la bonne raison qu'en Israël, tout le monde est un réserviste, donc même les bébés innocents sont de futurs militaires « tueurs de Palestiniens », donc des cibles licites, bien que non intentionnelle, dans le cadre de du « jihad de nécessité » dont il a publiquement réitéré les contours sur Al-Jazeera et la BBC. Qardaoui ajoute alors que "ce type d'opération martyre est une preuve de la justice de Dieu"... Voilà qui préside aux destinées de l'islam européen de tendance frère-musulman... En juillet 2004, Al-Qardaoui expliquait doctement les « opérations martyrs sont l'arme que Dieu a donné aux pauvres pour combattre les forts. C'est la compensation divine (2) ».

Haine viscérale envers les Juifs et appels aux meurtres des "yahoud" sionistes

Le 28 janvier 2009, Qardaoui déclarait à propos des Juifs: « La seule chose que j'espère est qu'à l'approche de la fin de mes jours, Allah me donne l'occasion d'aller sur la terre du jihad et de la résistance, même sur une chaise roulante. Je tirerai sur les ennemis d'Allah, les juifs, et ils me lanceront une bombe dessus et ainsi, je clorai ma vie en martyr » (3). En 1998, il déclarait à propos du peuple israélien assimilé aux Juifs (al-Yahoud), « qu'il ne devrait y avoir aucun dialogue avec ces gens, sauf au moyen de l'épée » (4). Rappelons par ailleurs qu'Al Qardaoui a souvent défendu les positions et écrits négationnistes et antijuifs radicaux du philosophe communiste français tiersmondiste Roger Garaudy (converti à l'islam) qui condamné (en raison de son essai négationniste Les mythes fondateurs de la politique israélienne). Qardaoui participa même à une réunion de soutien en faveur de Garaudy organisé par l'une des femmes de l'émir du Qatar (pays-parrain des Frères musulmans dont Qardaoui possède la nationalité et où il réside officiellement). Intervenant sur Al-Jazeera le 30 janvier 2009, Qardaoui déclara: « Tout au long de l'histoire, Allah a imposé aux [juifs] des personnes qui les puniraient de leur corruption. Le dernier châtime a été administré par Hitler. Avec tout ce qu'il leur a fait — et bien qu'ils [les juifs] aient exagéré les faits —, il a réussi à les remettre à leur place. C'était un châtime divin. Si Allah veut, la prochaine fois, ce sera par la main des croyants » (5). Voilà le genre de personnalité qui inspire et guide la quasi-totalité des branches légales des Frères musulmans en Europe que la Gauche tiersmondiste "anti-fa" appuie systématiquement depuis des décennies et en parfaite connaissance de cause. Antisioniste et anti-occidentalisme ou "convergences des luttes" obligent...

Apologie de l'assassinat des "apostats" et "blasphémateurs"

Concernant les dessins se moquant du prophète Mahomet et la "réponse" islamique adéquate, Al-Qardaoui a été on ne peut plus "claire" en qualifiant les musulmans libéraux-athées et les blasphémateurs « d'apostats » méritant la mort. Interrogé sur l'assassinat de l'auteur laïc-libéral égyptien, Farag Foda, loin de condamner son assassinat par des islamistes, il a violemment dénoncé l'écrivain comme faisant partie de « ceux pour qui être apostats ne suffit pas et cherchent à propager l'apostasie ». À la suite de l'affaire des caricatures danoises, il a publiquement lancé une fatwa de mort, retransmise de la télévision d'Etat qatarienne, contre les caricaturistes. Ses positions radicales lui ont valu de se voir refuser un visa d'entrée au Royaume-Uni en 2008 (en raison de ses prêches « favorisant la violence intercommunautaire »), en France en 2012 (mesure d'interdiction du territoire des imams extrémistes suite aux attentats de Mohamed Merah à Toulouse); ou encore aux États-Unis depuis 1999. Ses fatwas passées appelant à tuer Kadhafi ou Hosni Moubarak et son soutien aux terroristes du Hamas ont poussé plusieurs pays arabes, dont les Émirats arabes unis et l'Égypte, à lui refuser l'accès au territoire ou à le juger par contumace (Égypte, 2013) pour terrorisme. L'agence de police internationale Interpol a lancé à la demande des autorités égyptiennes un mandat d'arrêt international contre lui pour « incitation et assistance d'assassinat, assistance à l'évasion de personnes détenues, incendie criminel, vandalisme et vol ». En mai 2015, il a été condamné à mort par contumace par un tribunal égyptien (comme le défunt président frériste Mohamed Morsidémis par Al-Sissi en 2013). Depuis, le régime égyptien réclame en vain son expulsion du Qatar. Il est par ailleurs condamné, le mercredi 17 janvier 2018, à la prison à perpétuité (par contumace) par un tribunal militaire égyptien qui l'a reconnu coupable, d'« incitation au meurtre », de « diffusion de fausses nouvelles » et de « vandalisation de biens publics ». Rappelons qu'il fut déjà emprisonné plusieurs fois (1949, 1954-1956 et 1962) pour son appartenance aux Frères-musulmans, alors déjà combattus par Le Caire, puis déchu de sa nationalité

Al-Qardaoui aurait-il changé sur la question des attentats-suicides?

Les partisans d'Al-Qardaoui dénoncent l'accusation de soutien au terrorisme et s'appuient pour cela sur le fait que l'homme qui a longtemps légitimé les attentats-suicides en Israël a en effet révisé en 2017 sa fatwa en affirmant que les Palestiniens ont dorénavant "d'autres capacités" à utiliser que le jihad des attaques-suicides. Certes, il ne semble pas avoir été écouté par le Hamas, à l'origine de la campagne d'attentats suicides à la bombe lancée lors de la Seconde Intifada en 2000-2005 qui entraîna la mort de centaines de civils israéliens et qui continue d'utiliser cette arme "asymétrique". En tant que plus haute autorité de la Charia chez les Frères mais aussi pour beaucoup de musulmans sunnites, ce "savant" mondialement reconnu a donc surpris en revenant sur ces positions, et ce ne peut qu'être une chose positive. En novembre 2017, il a donc déclaré que les attentats-suicides même contre les "yahoud" israéliens ne sont plus autorisés. Déjà, dans une interview accordée le 18 novembre 2016 à la télévision saoudienne, il avait expliqué qu'il ne permettait plus les attentats suicides avec ceintures d'explosifs contre les Israéliens parce qu'ils ne sont plus nécessaires pour assurer la défense des Palestiniens. Et dans son livre intitulé *Fiqh al-Jihad* (la Jurisprudence du Jihad), il avait déjà fait volte-face en indiquant que les Palestiniens peuvent utiliser des armes de guerres plus classiques comme les roquettes, que le Hamas a déjà utilisé (comme le Hezbollah libanais chiite) contre Israël. Il n'empêche que Qardaoui reste proche de la direction actuelle du Hamas. Il a d'ailleurs rencontré au Qatar à cet effet à plusieurs reprises Khaled Mashaal et Ismail Haniyeh, les leaders du Hamas. Il ne s'est d'ailleurs jamais excusé d'avoir légitimé de telles attaques dans le passé, pas plus qu'il n'a amendé son opposition radicale et guerrière à Israël. Dans des vidéos récentes, s'il confirme avoir réellement changé d'avis sur les attentats-suicides du Hamas, il précise toutefois ne pas revenir sur la légitimation passée du jihadisme-suicide (du Hamas ou d'autres groupes jadis validés par lui) qui aurait été à l'époque "nécessaire" mais ne l'est plus (6) ... Qardaoui préside d'ailleurs toujours la "Union of Good" (« UG »), groupe d'organisations caritatives islamiques soutenant le Hamas et classée "organisation terroriste" en 2008 par le Département d'Etat américain. Outre les Etats-Unis et Israël, les accusations de lien de L'Union of Good et des Frères en général avec le terrorisme sont également venues des Émirats ou de l'Égypte, mais aussi, en décembre 2014, de la prestigieuse International Islamic Council for Da'wa and Relief, ONG humanitaire basée au Caire qui a carrément exclu de son groupement l'Union internationale des savants musulmans (International Union of Muslim Scholars) alors dirigée par Al-Qardaoui (accusations de « mêler la religion à la politique et de soutenir le terrorisme »). Le Consortium Against Terrorist Finance a également condamné en 2010 les structures fréristes dont Al-Qardaoui est membre du conseil d'administration, comme la Banque islamique du Qatar, accusée d'entretenir des liens troubles avec des organisations soupçonnées de financer le terrorisme islamiste, ou encore la fameuse Taqwa Bank de Lugano, la Banque des Frères-musulmans présidée par Youssef Nada, basée en Suisse, et qui fut inscrite jusqu'en 2010 sur une liste dressée par les États-Unis et l'ONU des organisations ayant financé Al-Qaïda. Certes, l'accusation est tombée depuis. Toujours est-il que nombre d'enquêtes anti-terroristes ont abouti à un moment ou à un autre à perquisitionner la Taqwa Bank où un texte fondamental des Frères musulman a été trouvé par la police suisse: Le Projet, un opuscule attribué à Saïd Ramadan, le gendre de Hassan Al-Banna et père de Tariq, qui explique comment les Frères musulmans vont devoir agir pour "faire régner les lois d'Allah sur Terre", puis notamment pénétrer et conquérir/islamiser l'Europe.

En guise de conclusion...

A tous ceux qui croient que la nostalgie du Califat et le programme panislamiste suprémaciste et néo-impérialiste visant à le "rétablir" afin de dominer la terre entière est l'apanage des seuls jihadistes d'Al-Qaïda et de Daech, rappelons que cet impératif est clairement préconisé dans les textes fondateurs des Frères, notamment les "50 demandes" de Hassan al-Banna. L'irrédentisme néo-califal était tout autant le programme central de Saïd Qutb, le Frériste égyptien pionnier du jihadisme moderne. ET le rétablissement du Califat est toujours le but ultime des Frères musulmans dans le cadre de leur objectif final suprême nommé le "Tamkine planétaire", lequel consistera à faire "régner les lois de Dieu sur toute la Terre". Récemment, al-Qardaoui, qui rêve aussi de rétablir le Califat et qui est la référence explicite des nouveaux penseurs "fréristes" qui ont pignon sur rue en France et en Occident, a déclaré récemment que le président turc Recep Tayyip Erdogan était le "candidat" idéal pour devenir le prochain Calife du monde musulman: «Le Califat doit être instauré à Istanbul, car elle est la capitale du Califat [...] Recep Tayyip Erdogan (...) est le dirigeant qui connaît son Dieu, qui se connaît, qui connaît son peuple, qui connaît la « Oumma », qui connaît le monde. Vous avez le devoir de le soutenir, de lui prêter allégeance" . Tout un programme. Ceci explique d'ailleurs la croissante coopération entre les organisations fréristes et islamistes turques en Europe (comme le Milli Görüs) pour le contrôle/embrigadement des musulmans et des instances de représentations de l'islam en Europe. Depuis des années, les Frères musulmans se présentent ainsi comme les interlocuteurs les plus légitimes des gouvernements, lesquels jouent le jeu. La branche française des Frères, l'UOIF, s'est d'ailleurs rebaptisée en 2017 Musulmans de France. Une véritable OPA sur les musulmans de l'Hexagone. Macron semble désapprouver cet état de fait. La prise de conscience est là. Mais est-ce un énième "en même temps" destiné à séduire ce qui reste de la droite gaulliste en vue des prochaines élections? L'avenir le dira.

(1) "Stop terror Sheikhs, Muslim Academics Demand", arabnews.com, 30 octobre 2004.

(2) Cf: <https://archive.islamonline.net/?p=6549>.

(3) Le Cheikh Qardaoui: Allah a imposé Hitler aux juifs pour les punir. Si Allah veut, la prochaine fois par la main des croyants"..., in memri.org, 2 février 2009.

(4) Yusuf al-Qardaoui: The Investigative Project on Terrorism, The Investigative Project on Terrorism.

(5) Le Cheikh Qardaoui: Allah a imposé Hitler aux juifs pour les punir. Si Allah veut, la prochaine fois par la main des croyants"..., in memri.org, 2 février 2009.

(6) Cf: <https://youtu.be/dYPYwNXVEbY>; et <https://www.i24news.tv/ar/أخبار/middle-east/130939-161124--العمليات22%-الشيخ-القرضاوي:-22%الانتحارية-غير-حائزة-في-فلسطين>.